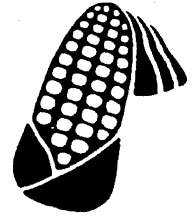




**AMÉRIQUE  
LATINE**



**D 2021 • AmL2**  
15-31 octobre 1995

**MOTS-CLEFS**

Armée  
Drogue  
Droits de l'homme  
Ingérence  
Nouvel ordre  
économique mondial

***Diffusion de l'information sur l'Amérique latine***

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69002 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

**QUEL RÔLE POUR LES FORCES ARMÉES ?**

*Après la fin du danger communiste qui servait de ciment pour la cohésion des forces armées latino-américaines autour des Etats-Unis, la question se pose du nouveau rôle que ces armées peuvent jouer dans un contexte national et international différent. Une réunion de ministres de la défense, qui s'est tenue aux Etats-Unis en juillet dernier, a envisagé cette question. Les Etats-Unis, avec le concours des pouvoirs en place en Amérique latine, entendent promouvoir l'image d'une armée défen-*

*seur des droits de l'homme, participant à la lutte contre la drogue, assurant le maintien de la paix et de l'écosystème. Les Etats-Unis ont tout intérêt à ce que les armées assurent désormais l'ordre nécessaire au plein développement du libre commerce.*

*Article d'Eduardo Tamayo, paru dans ALAI, 18 août 1995 (Agence latino-américaine d'information, Pérou).*

Pendant des décennies, les États Unis ont agité le danger de la subversion communiste pour obtenir des militaires de la région coordination et cohésion. Même, la création du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR), juste après la Seconde Guerre mondiale, a répondu à cette conception tant que se justifiaient le renforcement des armées et l'achat d'armement pour se défendre de " l'ennemi interne" dirigé depuis Moscou ou la Chine.

Mais une fois le communisme mort et les conflits de la "guerre froide" dépassés (Nicaragua, El Salvador), quels éléments peuvent unifier, à la fin du XXe siècle, les forces armées des divers pays du continent?

C'est une des préoccupations qui a

surgi à la réunion des ministres de la défense du continent qui s'est tenue du 24 au 26 juillet 1995 à Williamsburg, Virginie, États-Unis.

L'initiative de la réunion vint de l'administration Clinton et elle vit le jour essentiellement comme une application concrète du Sommet de Miami qui se propose de créer une zone de libre commerce pour l'année 2005.

Les priorités de la politique extérieure nord-américaine sont non seulement l'économie et le commerce mais la sécurité. "La sécurité est comme l'oxygène, on ne le remarque pas avant d'en être privé, mais dès que cela arrive on ne pense plus qu'à cela", a dit Joseph Nye, secrétaire adjoint à la défense pour la sécurité internationale, des États-Unis.

L'existence de plus d'une douzaine de conflits territoriaux non résolus en Amérique latine et, surtout, le récent affrontement armé entre l'Equateur et le Pérou au commencement de cette année, figurent parmi les préoccupations du Pentagone, car elles pourraient devenir des foyers de déstabilisation de la région.

Les Etats-Unis, précisa-t-il préalablement à l'événement, "ne donneront pas de leçons" (comme dans le passé), mais l'ordre du jour discuté se rapproche beaucoup des priorités de sa politique internationale : le trafic de drogue, le terrorisme, les droits de l'homme, la coopération et le rôle des militaires au XXIe siècle.

Des questions essentielles comme la pauvreté, le sous-emploi, la désinté-

gration sociale qui se sont aggravées suite à l'application des programmes d'ajustement et constituent un facteur permanent de déstabilisation des démocraties, ne semblent pas avoir été examinées. De la même façon, la présence de bases nord-américaines à Guantánamo et au Canal de Panamá ne sont pas non plus un motif de pré-occupation, bien que l'argument justifiant leur existence - la défense du continent - se soit dissipé.

Le Pentagone s'acharne particulièrement à laver l'image qu'on a des militaires comme violateurs des droits de l'homme. C'est pourquoi, pendant l'événement, on souligna avec emphase qu'à l'Ecole des Amériques de Fort Bennig, Géorgie, on enseigne la discipline des droits de l'homme aux soldats détachés au Commando Sud, basé au Panamá.

Par l'Ecole des Amériques sont passés environ 60 000 militaires d'Amérique latine dont un bon nombre, dans leurs pays respectifs, dirigèrent la guerre sale qui laissa un solde de dizaines de milliers de disparus, morts et torturés.

Ce qui est paradoxal dans cet événement qui rassembla trente deux ministres de la défense, c'est que les représentants de la Colombie et du Salvador dissertèrent, dans l'un des ateliers, sur " leurs expériences au sujet de l'entraînement des militaires à la protection des droits de l'homme". L'armée colombienne a été accusée internationalement de commettre de graves violations des droits de l'homme dans la guerre intérieure qui se livre dans ce pays.

Sur la question du trafic de drogue, il y eut différents points de vue : alors que quelques pays pensent que c'est un sujet qui est de la seule compétence de la police, d'autres croient qu'il constitue une menace pour la sécurité nationale et requiert une implication active des forces armées.

De ce qui a été traité et des conclusions, peu de choses sont parvenues à la presse. Cependant, on a connu la position du vice-président des États-Unis, All Gore, qui exposa ce qui, d'après lui, doit être l'action future des forces armées dans la région: le com-

bat contre le trafic de drogue, une participation active aux opérations de maintien de la paix et la conservation de l'écosystème, dans le cadre d'un ferme assujettissement des hommes en uniforme au pouvoir civil.

Le message de Washington, à l'époque de l'après-guerre froide est clair : les forces armées doivent agir dans le contrôle de l'ordre interne des démocraties formelles ; pour que fonctionne le Traité de libre commerce, il faut de la stabilité et éviter des affrontements qui aboutiraient à une "yougoslavisation" du continent. Les militaires doivent être garants des investissements étrangers et réprimer l'offre de drogue, bien que les États-Unis fassent peu pour réduire leur demande. Le Pentagone, évidemment, se réserve le rôle de super-gendarme dans un monde globalisé où sont prohibées les divergences.

*Titre et traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.*